



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CORA

RN 20 - Place de Beaubreuil
87000 Limoges

Références : UiD872026-028
Code AIOT : 0006001270

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement CORA implanté RN 20 - Place de Beaubreuil Beaubreuil 87000 Limoges. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été inspecté dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Le déclassement du site au régime de la déclaration, bien que signalé par un porter à connaissance en 2022, n'a pas été acté par l'Inspection et a notamment fait l'objet des échanges lors de la présente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORA
- RN 20 - Place de Beaubreuil 87000 Limoges
- Code AIOT : 0006001270
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
-

La société CORA exploite à Beaubreuil, sur le territoire de la commune de Limoges, une station-service relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1435. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 23 août 1999.

Outre le Code de l'environnement, le référentiel réglementaire utilisé lors de la visite est le suivant :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 23 août 1999
- Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Contrôle périodique (régime déclaration avec contrôle et électricité)
- Risque accidentel (station service principalement)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 07/11/2011, article R512-56	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Moyen incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 26/02/2017, article R512-68	Sans objet
3	Accident/ incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Sans objet
5	Contrôle périodique électrique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.6	Sans objet
6	État des stocks liquide/ gaz inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5	Sans objet
8	Surveillance exploitation	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 3.1	Sans objet
9	Consigne de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.7	Sans objet
10	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 2.8	Sans objet
11	Rétentions	Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 2.9	Sans objet
12	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection s'est concentrée sur les activités relatives à la partie station service. Globalement, le site apparaît bien tenu et l'exploitant procède aux contrôles périodiques de ses installations. Les non-conformités majeures ont bien été levées par l'exploitant, toutefois les autres non-conformités n'ont pas toutes fait l'objet du même suivi et l'exploitant doit proposer un plan d'action visant à leur résolution.

Une mise à jour de la situation administrative du site est nécessaire au regard de l'évolution des activités du site depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 août 1999. Dans cet objectif, l'exploitant doit adresser un dossier de porter à connaissance faisant mention de l'évolution relative aux installations de chaufferies, validant l'ensemble des activités classables au titre de la nomenclature des installations classées du site et en se positionnant concernant la procédure d'autorisation au regard du déclassement. A l'instruction de ce porter à connaissance, un projet de donner acte de la nouvelle situation administrative sera proposé aux services de la préfecture.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : [...] II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Historiquement, le site est autorisé par arrêté préfectoral du 23 août 1997. Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées et aux évolutions d'activité du site, le site a été déclassé à enregistrement au titre de la rubrique 1435 (station service). Un dossier de porter à connaissance, reçu le 30 mai 2022 par les services de la préfecture et transmis le 8 juin 2022 à l'Inspection des installations classées, pour lequel aucun acte actualisant la situation administrative n'a été pris, mentionnait le déclassement du site vers le régime de la déclaration. Au jour de la visite, le site est soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique, tel que repris dans le tableau de classement ci-après. À noter que concernant la rubrique 2910 : <ul style="list-style-type: none">• Les fours au gaz naturel pour la boulangerie ne doivent pas être pris en compte dans le calcul de puissance thermique nominale totale au titre de cette rubrique ;• Le groupe électrogène au fioul de secours ne fonctionne jamais simultanément avec les chaudières et ne doit pas être pris en compte dans le calcul de puissance thermique nominale totale de la rubrique ;• L'exploitant a procédé au changement de ses chaudières. Ce changement aurait dû faire l'objet d'une déclaration de modification auprès des services préfectoraux et de l'Inspection. Les deux nouvelles chaudières à condensation (gaz) sont d'une puissance

unitaire de 530 kW. L'exploitant envisage de brider ces chaudières afin d'être en dessous du seuil de la déclaration (1 MW) au titre de la rubrique 2910.

Concernant la rubrique 2710, le dossier de porter à connaissance de 2022 relevait une quantité de déchets dangereux (piles/ ampoules) susceptible d'être présente sur site de 1,6 tonnes. À la demande de l'Inspection, par courriel du 13 mai 2025, l'exploitant a déclaré que la répartition maximale du poids des déchets s'établissait comme suit : DEE 346 kg, batteries 300 kg, piles 150 kg et ampoules 100 kg soit 896 kg. Le site est donc non classé au titre de cette rubrique.

Le site relevant du régime de la déclaration et non de l'autorisation, l'exploitant peut donc choisir de se positionner pour sortir de la procédure de l'autorisation et bénéficier d'un allègement du suivi administratif, notamment en cas de modifications des installations. Auquel cas, le bénéfice de l'antériorité du site serait conservé et le site dépendrait de la procédure de la déclaration. À noter toutefois, que si l'activité du site était revue à la hausse et venait à dépasser les seuils d'enregistrement ou d'autorisation, une nouvelle procédure complète d'enregistrement ou d'autorisation serait nécessaire.

Tableau de classement des activités actualisé au jour de la visite

Rubrique	Intitulé	Activité porter à connaissance 2022	Rég	Activité au jour de la visite (02/2026)	Rég
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Présence équipement frigo/ climatique dont charge en fluide > 2 kg Qte cumulée fluide : 44,3 kg de R410A (clim) 17,7 kg R404A (froid drive/ cafet'/ pâtisserie) 1 506,5 kg de R449A (froid commercial) 126 kg de R22 pour roof-top Total = 1 694,5 kg	DC	Présence équipement frigo/ climatique dont charge en fluide > 2 kg Qte cumulée fluide : 44,3 kg de R410A (clim) 17,7 kg R404A (froid drive/ cafet'/ pâtisserie) 1 506,5 kg de R449A (froid commercial) 126 kg de R22 pour roof-top Total = 1 694,5 kg	DC
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installations de remplissage ou de distribution de) 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation GPL pour réservoir avec organe de sécurité	DC	Installation GPL pour réservoir avec organe de sécurité	DC
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Qte annuelle distribuée en 2019 : Gasoil : 8 947 m³ Essence : 2 938 m³ Total = 11 785 m³	DC	Qte annuelle distribuée en 2025 : Gasoil : 7 300 m³ Essence : 4 000 m³ Total = 11 300 m³	DC
2221-2	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale [...] 2. Supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 4 t/j	Qte entrante pour préparation de produits alimentaires animaux : 2,8 tonnes/ jour	DC	Qte entrante pour préparation de produits alimentaires animaux : 2,8 tonnes/ jour	DC
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	Collecte de déchets dangereux apportés par les particuliers (pile/ ampoule/...) Qte susceptible d'être présente : 1,6 tonnes	DC	Répartition du poids des déchets en simultané = DEE : 346 kg, Batteries 300 kg, piles 150 kg et ampoules 100 kg. Qte susceptible d'être présente : 896 kg	NC
2910-A	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	3 chaudières gaz naturel pour le chauffage (193 + 465 + 465 = 1 123 kW) 1 groupe électrogène fioul (alim secours) 1 320 kW 3 fours gaz naturel pour boulangerie (70 + 70 + 97 = 237 kW) Total = 2 680 kW	DC	2 chaudières de 530 kW Total = 1 060 kW (Réflexion sur le bridage des chaudières en cours pour réduire la puissance en dessous du seuil de déclaration)	DC
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...]	1 cuve aérienne GPL de 12 m³ (pour distribution)	DC	1 cuve aérienne GPL de 12 m³ (pour distribution)	DC

	2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	Total = 6,6 tonnes		Total = 6,6 tonnes	
2220-2	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale [...] 2. Autres installations b) Supérieure à 2 t/j, mais inférieure ou égale à 10 t/	Tonnage maximum de produits alimentaire végétaux = 900 kg/j	NC	Tonnage maximum de produits alimentaire végétaux = 900 kg/j	NC
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³	Collecte de déchets non dangereux apportés par particuliers Volume max = 1,3 tonne (<10 m³)	NC	Collecte de déchets non dangereux apportés par particuliers Volume max = 1,3 tonne (<10 m³)	NC
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Volume alloué sur site pour DEE : 15 m³	NC	Volume alloué sur site pour DEE : 15 m³	NC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	Charge accumulateurs 42 kW	NC	Charge accumulateurs 42 kW	NC
4718-1	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...] 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t	Gaz stocké en bouteilles transportables Tonnage max : 1,5 tonnes	NC	Gaz stocké en bouteilles transportables Tonnage max : 1,5 tonnes	NC
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Stockage carburant cuves enterrées Cuve fioul 50 m³ (42,25 tonnes) Cuve gasoil 140 m³ (118,3 tonnes) Cuve essence 60 m³ (46,5 tonnes) Total = 207,05 tonnes	NC	Stockage carburant cuves enterrées Cuve fioul 50 m³ (42,25 tonnes) Cuve gasoil 140 m³ (118,3 tonnes) Cuve essence 60 m³ (46,5 tonnes) Total = 207,05 tonnes	NC

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit porter à la connaissance de l'Inspection la modification des chaudières réalisées sur site, en précisant la date de modification, la nature des modifications, leur impact éventuel et le devenir des anciennes chaudières. Également, si le bridage des chaudières est mis en place, l'attestation justifiant que la puissance nominale de l'installation est inférieure à 1 MW et donc non-classée au titre de la rubrique 2910 devra être jointe à ce porter à connaissance.

Ce porter à connaissance intégrera également la vérification de la mise à jour du tableau de classement des installations proposé dans ce rapport d'Inspection ainsi que le positionnement de l'exploitant concernant le maintien ou non de la procédure d'autorisation.

À l'issue de ce retour, l'Inspection procédera à l'instruction de ce porter à connaissance et à la mise à jour de la situation administrative du site en proposant un donner acte ou un arrêté préfectoral aux services de la préfecture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2017, article R512-68
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. [...]
Constats : Au jour de la visite, l'exploitant indique que CARREFOUR est un nom commercial mais que le site reste, pour l'instant, CORA sur le KBIS de l'entreprise. L'Inspection précise qu'un changement d'exploitant devra être réalisé si cette situation devait évoluer. Le changement d'exploitant devra alors être déclaré sur le site : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accident/ incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...] La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.
Constats : Au jour de la visite, l'exploitant déclare ne pas avoir eu d'accident ou d'incident sur site depuis plusieurs années. L'inspection rappelle que depuis janvier 2026, tout incident ou accident devra faire l'objet d'une télédéclaration sur le site : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/11/2011, article R512-56
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée :

Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles.

Constats :

Le site a procédé aux contrôles périodiques de ses installations :

- Rubrique 1185, contrôle complémentaire du 25/03/2025 : les 4 non-conformités majeures (NCM) ont été soldées, 9 autres non-conformités (ANC) ont été relevées.
- Rubrique 1414, contrôle complémentaire du 28/03/2025 : la NCM a été soldée, 5 ANC ont été relevées.
- Rubrique 1435, contrôle initial du 29/01/2024 au 30/01/2024 : aucune NCM n'a été relevée, 7 ANC ont été relevées.
- Rubrique 2221, l'arrêté ministériel du 09 août 2007 associé à cette rubrique ne prévoit pas les points de contrôle associés au contrôle périodique. Il n'y a donc aucun contrôle périodique attendu pour cette rubrique.
- Rubrique 2910, contrôle complémentaire du 28/03/2025 : la NCM a été soldée, 19 autres ANC ont été relevées.
- Rubrique 4718, contrôle complémentaire du 28/03/2025 : les 4 NCM ont été soldées, 9 ANC ont été relevées.
- Rubrique 2710, contrôle complémentaire du 28/03/2025 : 3 NCM ont été soldées, 10 ANC ont été relevées. À l'issue du contrôle complémentaire, 2 NCM restaient à solder et l'organisme de contrôle en a informé l'Inspection des installations classées conformément à l'article R512-59-1 du Code de l'environnement. Après échange entre l'Inspection et l'exploitant, il apparaît que le site n'est pas classable au titre de la rubrique 2710 et n'est donc pas soumis au contrôle périodique.

Au jour de la visite, l'exploitant indique avoir procédé aux actions correctives pour les non-conformités majeures. Les autres non-conformités n'ont pas été nécessairement résolues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un plan d'action pour procéder aux corrections des autres non-conformités (ANC) relevées dans les contrôles périodiques DC, pour les rubriques auquel il est soumis au contrôle périodique DC (i.e : la rubrique 2710 n'est pas concernée et en fonction de la décision concernant le bridage des chaudières, la rubrique 2910 sera éventuellement non concernée également).

Ce plan d'action est transmis à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contrôle périodique électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.6

Thème(s) : Risques accidentels, /

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle périodique de l'installation électrique de la station service en date du 05/09/2025 a été transmis à l'Inspection. Ce contrôle a été réalisé sur un périmètre complet (coupure électricité autorisée) et ne fait apparaître aucune non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : État des stocks liquide/ gaz inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AMPG 1435 _ État des stocks de liquides inflammables</p> <p>L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> <p>AMPG 1414 _ 3.5. État des stocks de gaz inflammables liquéfiés</p> <p>L'exploitant est en mesure de fournir une estimation de la quantité de gaz inflammables liquéfiés détenu dans le(s) réservoir(s) ainsi qu'un bilan « quantités réceptionnées – quantités délivrées », auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est concentrée sur l'état des stocks relatif à la station service.</p> <p>Les cuves disposent de jauges électroniques qui permettent un suivi en permanence du niveau. Le niveau est éditable à tout moment depuis l'automate au niveau de la station. Ce niveau a été édité devant l'Inspection lors de la visite.</p> <p>Des jauges manuelles permettent également de vérifier le niveau des réservoirs.</p> <p>En cas d'incident/ d'accident et d'inaccessibilité de la station (ou du magasin), le relevé de la veille (extraction des informations à 21 h et 00 h) ainsi que le tableau de suivi quotidien des stocks sont disponibles via un Drive.</p> <p>Le plan des zones ATEX est disponible informatiquement et au bureau (dans le magasin) et a été présenté à l'Inspection. Ce plan doit être complété avec les zones à risque d'incendie et être affiché au niveau de la station service.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : AMPG 1435 _ 4.2. Moyens de lutte contre l'incendie D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : <ul style="list-style-type: none">• de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) [...]• d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;• sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;• d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ;• pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. [...]• pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre [...]• pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;• sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu. [...] AP 23 août 1999 – 10-5 : Moyens de défense incendie <u>[...] Moyens de défense extérieure :</u> Un dispositif capable de délivrer au moins 240 m ³ /h d'eau pendant 2 heures, et constitué de : <ul style="list-style-type: none">• 4 bouches ou poteaux d'incendie normalisés [...] capables de délivrer simultanément 60 m³/h sous 1 bar chacun, et/ou• une réserve d'eau implantée dans un rayon de 400 m du site et accessible aux véhicules des services d'incendie et de secours. AP 23 août 1999 – 11-7 : Installations et distributions de liquides inflammables [...] d) Moyens de lutte contre l'incendie Les moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre est au moins protégé comme suit : <ul style="list-style-type: none">• pour chaque îlot de distribution : un extincteur,• pour l'aire de distribution : un bac de 100 L d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle,• à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs : un bac de 100 L d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle. [...]
Constats : Au jour de la visite les moyens suivant ont été présentés : <ul style="list-style-type: none">• Extincteurs fixés et bien signalés au niveau de la station. À noter qu'au jour de la visite, les extincteurs ne sont pas disponibles, l'exploitant indique qu'ils sont régulièrement volés malgré les systèmes de surveillance en place. Leur mise sous alarme est en réflexion.

- Extincteur mobile sur la station
- Extinction automatique à poudre au niveau de la station service : en cas d'incendie de la poudre extinctrice est pulvérisée sur l'ensemble de la zone.

Ces systèmes sont vérifiés annuellement, la dernière vérification en date du 27/11/2025 a été présentée à l'Inspection.

- Poteaux incendies : 4 poteaux sur le réseau public sont disponibles. Un rapport de vérification du SDIS 87 en date du 22 novembre 2021 précise que 3 de ces poteaux délivrent un débit de 120 m³/h et un délivre 60 m³/h. Les services techniques de la ville avaient été sollicités pour une vérification périodique dans les années suivantes sans donner suite. **L'exploitant doit s'assurer que les poteaux incendie sont toujours conformes et aptes à délivrer les volumes requis pour la protection du site.**
- Réserve de produit absorbant incombustible présente sur la station service

A noter que le centre commercial dispose d'un sprinklage et d'une réserve de 1 000 m³ réalimentée par l'eau de ville en continu en cas d'utilisation.

Un interrupteur d'arrêt d'urgence (coupure générale) est disponible sur chaque îlot de la station ainsi qu'au niveau de la cabine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remplacer les extincteurs sur la station service.

L'exploitant doit s'assurer que les poteaux incendie sont conformes et que les débits délivrés sont suffisants pour soutenir la défense incendie du site.

Les éléments justifiant de la mise en place de ces actions correctives sont transmis à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillance exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 3.1

Thème(s) : Risques accidentels, /

Prescription contrôlée :

AMPG 1414 _3.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.

Constats :

En période d'ouverture, l'exploitation de la station se fait sous surveillance d'un personnel du site.

Si une alarme technique (exemple fuite sur une cuve) se déclenche, elle est directement remontée au personnel technique en charge.

Hors horaire d'ouverture, des alarmes manuelles sont disponibles sur chaque îlot et au niveau de la cabine, les alarmes sont remontées au personnel d'astreinte en appelant en cascade des numéros pré-enregistrés. Des bornes d'appels renvoient également sur ces astreintes.

En cas d'alarmes déclenchées par le process hors période d'ouverture, elles sont remontées à la

télesurveillance et au personnel d'astreinte.
Le personnel est formé et les renouvellements de formation sont suivis par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Consigne de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AMPG 1435 _ 4.7. Consignes de sécurité</p> <p>A. Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.5 de la présente annexe ; • l'obligation du plan de prévention pour les parties de l'installation visées au point 4.6 de la présente annexe ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.5 de la présente annexe ; • les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. [...] <p>B. Une formation du personnel lui permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ; [...] <p>4.8. Consignes d'exploitation</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution. <p>En particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer systématiquement que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; • les instructions de maintenance et de nettoyage ; <p>Constats :</p> <p>Les consignes sont disponibles dans un classeur et des procédures et consignes simplifiées sont affichées au niveau de la station.</p> <p>Les consignes liées au dépotage sont également affichées au niveau de la trappe de dépotage.</p> <p>L'exploitant précise que ces consignes sont revues annuellement dans le cadre de leur audit relatif au Document relatif à la protection contre les explosions DRPE (requis et suivi par l'assureur). Le</p>

rapport de contrôle APCSI du 7 novembre 2025 a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AMPG 1414 _ 2.8. Mise à la terre des équipements</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément « aux normes applicables à la date d'installation », compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de gaz inflammables liquéfiés ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de la station, la trappe de dépotage a été vue par l'Inspection. L'exploitant a précisé que la mise à la terre était automatiquement faite lors des branchements des tuyaux sur les prises de remplissage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2010, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AMPG 1414 _ 2.9. Rétention de l'installation</p> <p>La disposition du sol s'oppose à une accumulation éventuelle de gaz inflammables liquéfiés en tout point où leur présence serait une source de danger ou cause d'aggravation de danger (ouvertures de caves, fosses, trous d'homme, passages de câbles électriques en sol, caniveaux, regards, bouches d'égout par exemple), et particulièrement dans les parties visées au point 4.3.</p> <p>« Le sol de l'aire de distribution est étanche, A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux du type routier et disposé ou conçu de telle sorte que des produits liquides répandus accidentellement ne puissent l'atteindre ou puissent être recueillis afin d'être récupérés et recyclés ou, en cas d'impossibilité, traités conformément au point 5.5 et au titre 7. »</p> <p>AMPG 1435 _ 2.9. Rétention des aires et locaux de travail</p> <p>Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'aire de remplissage est bétonnée, la vérification d'étanchéité n'est pas formalisée. Toutefois l'exploitant indique que cette vérification est quotidienne dans un enjeu de « risque client » et les éventuels trous seraient signalés et rebouchés.</p> <p>L'ensemble des eaux de ruissellement sur l'aire de service est acheminé vers le séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>En cas de déversement sur l'aire de remplissage, du produit absorbant est épandu et balayé ensuite. L'exploitant précise qu'il ne peut pas y avoir de gros volume de carburant épandu sur l'aire de remplissage, en cas d'arrachage du pistolet de service, un système de coupure automatique est en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AMPG 1435 _ 5.3. Réseau de collecte</p> <p>Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures [...]</p> <p>AMPG 1435 _ 5.9. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée</p> <p>Les consignes d'exploitation comprennent la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales issues du ruissellement sur l'aire de distribution sont reprises dans un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Cet équipement fait l'objet d'un contrat de maintenance annuel et est nettoyé au moins une fois par an par le prestataire. Le bordereau d'évacuation du 19 juin 2025 a été présenté à l'Inspection.</p> <p>Le suivi des déchets est également disponible sur TrackDéchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>